



**PRÉFET
DE LA RÉGION
BOURGOGNE-
FRANCHE-COMTÉ**
*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt
Bourgogne-Franche-Comté**

Le Service Régional de l'Alimentation

Dijon, le 14 avril 2023

Conseil régional d'orientation de la politique sanitaire animale et végétale (CROPSAV) Bourgogne Franche-Comté

Compte-rendu de la réunion de la section spécialisée végétale du 16 mars 2023

Etaient présents :

| Structure | Représentée par |
|--|---------------------------|
| DRAAF Bourgogne Franche- Comté | Marie-Jeanne Fotre-Muller |
| DRAAF Bourgogne Franche- Comté | Christophe Blanc |
| DRAAF Bourgogne Franche- Comté | Sophie Jacquet |
| DRAAF Bourgogne Franche- Comté | Olivier Tournay |
| DRAAF Bourgogne Franche- Comté | Jérôme Boyer |
| DRAAF Bourgogne Franche- Comté | Dominique Crozier |
| Chambre agriculture Nièvre | Judith Nagopae |
| Chambre d'agriculture de Côte d'Or | Anne-Laure Galimard |
| Chambre d'agriculture de Côte d'Or | Rébecca Perraud |
| SEMAE | Thierry Vuaille |
| Est Horticole | Louise Aurdin |
| Coopérative Interval | Philippe Koehl |
| Chambre d'agriculture de Saône-et-Loire | Emeric Courbet |
| Chambre régionale d'agriculture de Bourgogne – Franche-Comté | Amarane Chabane Chaouche |
| FREDON Bourgogne – Franche-Comté | Geoffroy Couval |
| CAVB | Charlotte Huber |
| FREDON Bourgogne – Franche-Comté | Patrice Prost |
| FREDON Bourgogne – Franche-Comté | Marie-Charlotte Paput |
| Institut français de la vigne | François Michel Bernard |
| Institut français de la vigne | Gilles Sentenac |
| Institut Terrinovia | Louis-Marie Allard |
| Chambre d'agriculture du Jura | Nathalie Vigot |
| Chambre d'agriculture de la Saône-et-Loire | Antoine Villard |
| Société de viticulture du Jura | Gaël Delhorme |
| Agrivalys | Erica |
| | Alexandre Lachmann |

Personnes excusées :

| Structure | Personne |
|---------------------------------------|------------------------|
| Préfecture du Jura | Serge Castel, Préfet |
| Préfecture de l'Yonne | Pascal Jan, Préfet |
| Préfecture de la Haute-Saône | Michel Vilbois, Préfet |
| Conseil départemental de la Nièvre | Thierry Guyot |
| Conseil départemental de l'Yonne | Christian Deschamps |
| Chambre d'agriculture de la Côte d'Or | Pierre Petitot |

Marie-Jeanne Fotre-Muller ouvre la réunion, remercie les participants et présente l'ordre du jour :

1. Gestion de la flavescence dorée de la vigne

- Bilan de la campagne 2022
- Présentation et recueil de l'avis du CROPSAV sur le projet de plan de lutte 2023

2. Epidémiologie :

- Présentation des bilans 2022 des différentes éditions des bulletins de santé du végétal
- Présentation et recueil de l'avis du CROPSAV sur la proposition de répartition du budget 2023.

3. Présentation pour avis de la nouvelle version du Plan d'Action Régional (PAR) campagnols

Puis elle demande aux participants de se présenter lors d'un tour de table.

- **Flavescence de la vigne, bilan de la campagne 2022**

Marie-Charlotte Paput de la FREDON présente la situation sanitaire.

Les principaux points :

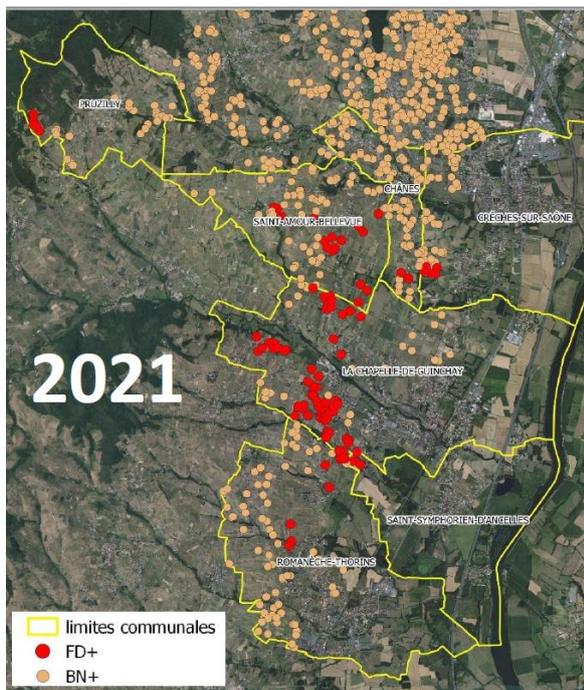
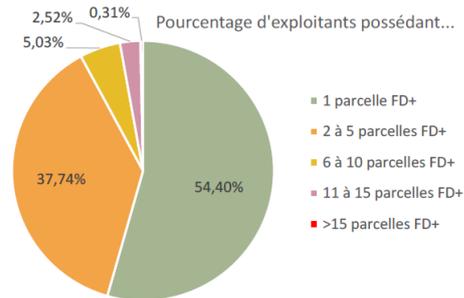
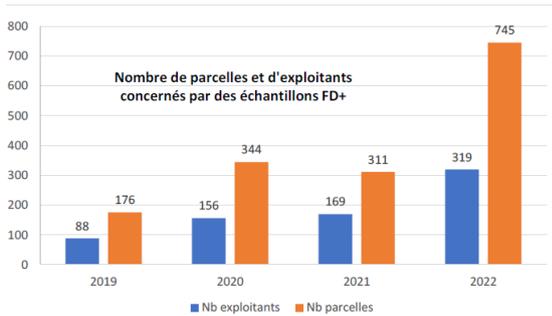
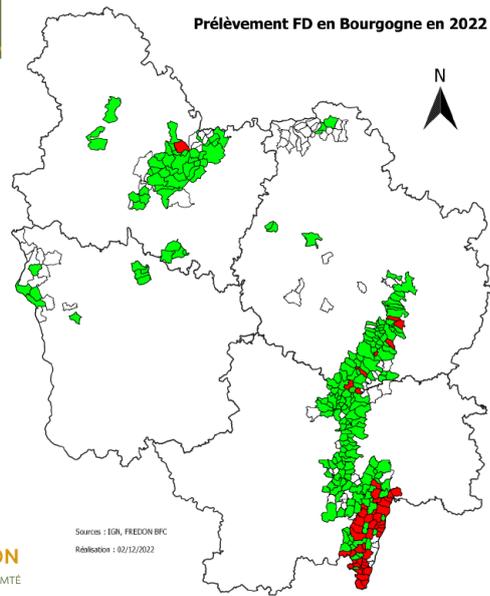
- Découverte du premier foyer de flavescence dorée dans le département de l'Yonne sur la commune de Maligny
- Explosion de la maladie dans le Beaujolais, avec 3 parcelles contaminées à plus de 20% qui seront arrachées en totalité ;
- Découvertes de nouvelles communes contaminées (3 en Côte d'or, 6 en Saône-et-Loire, 2 dans le Jura) ;
- On observe une convergence des foyers du Beaujolais et de la zone du Nord-Mâconnais.
- Sur la commune d'Arbois, on constate une progression de la maladie sur la partie ouest de la commune. Le foyer est globalement stable ;

| Départements | Surfaces en ha | Nombre de parcelles | Nombre de domaines |
|----------------------------|----------------|---------------------|--------------------|
| Côte d'or (21) | 15,95 | 38 | 27 |
| Jura (39) | 69,75 | 70 | 46 |
| Nièvre (58) | 10,5 | 1 | 1 |
| Haute-Saône (70) | 0,083 | 1 | 1 |
| Saône-et-Loire (71) | 412,15 | 711 | 290 |
| Yonne (89) | 10,5 | 6 | 6 |
| Total | 518,93 | 827 | 371 |

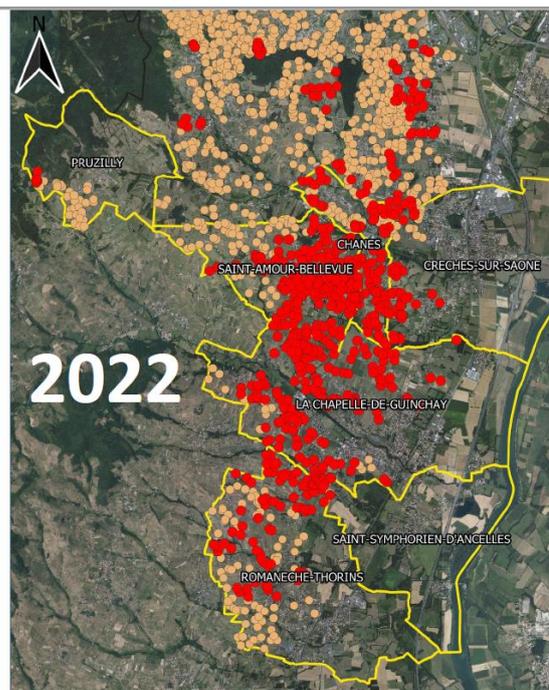
Vignoble de Bourgogne

- Communes en **rouge** : au moins un échantillon est sorti positif FD à l'analyse
- Communes en **vert** : pas de FD détectée **sur les prélèvements effectués**. Les prélèvements n'étant pas exhaustifs, il n'est pas possible de garantir une absence totale de FD

Communes positives 2022 Bourgogne

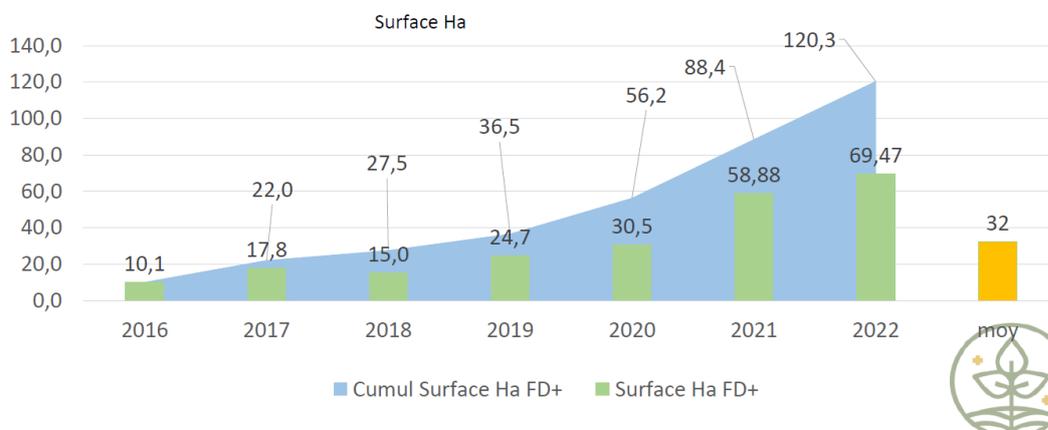


Résultats des prélèvements Sud 71

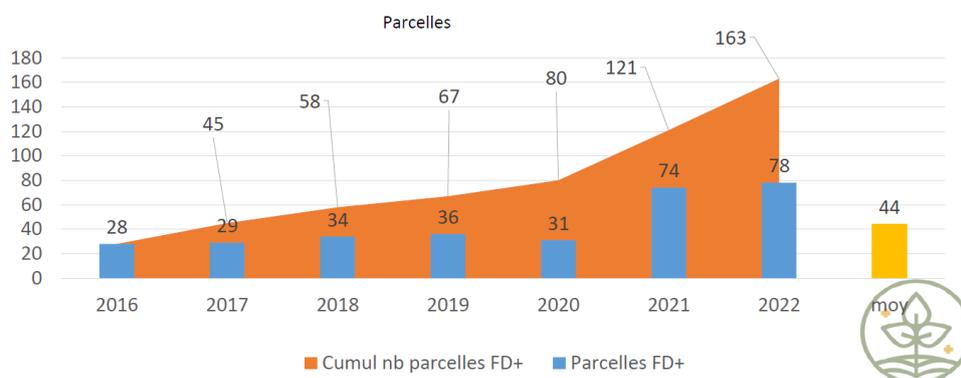


Vignoble du Jura

2016-2022 résultats



2016-2022 résultats



Questions :

- Des résistances aux insecticides ont-elles été mises en évidence ? aucun phénomène de résistance de la cicadelle de la flavescence dorée aux insecticides n'a été trouvé. Les insecticides sont toujours efficaces même dans les régions soumises depuis plus de deux décennies aux traitements insecticides ;
- Les ceps contaminés arrachés doivent-ils être brûlés ? La réglementation n'oblige pas le brûlage des ceps, mais il est conseillé de les détruire par le feu pour éliminer les œufs de cicadelles et éviter les contaminations par des spores de champignon comme ceux de l'Eutypiose.
- Quels sont les niveaux des populations de cicadelles dans la région ? Ils sont très élevés dans la région, la cicadelle de la flavescence dorée étant favorisée par le climat continental de la région. Dans la zone historique du Nord-Mâconnais, soumise à des traitements insecticides obligatoires depuis plus de 10 ans, on observe une baisse significative des populations de cicadelle, mais, il faut souligner que des niveaux très bas de population de cicadelles suffisent pour diffuser la maladie.
- Comment peut-on expliquer l'explosion de la maladie entre 2021 et 2022 ? En 2022, on a observé nettement moins de ceps exprimant des symptômes de bois noir, ce qui a augmenté les possibilités de détection de la flavescence dorée. Le cépage Gamay est particulièrement sensible. Une population de cicadelle importante ;

- **Présentation du projet d'arrêté préfectoral de lutte contre la flavescence dorée et son vecteur.**

Dominique Crozier, du Sral, présente le projet d'arrêté. Ce dernier reprend les principales mesures de lutte définies dans l'arrêté préfectoral 2022 :

- Définition des zones délimitées, avec la création de nouvelles zones dans le département du Jura et la première zone définie pour le département de l'Yonne ;
- Prospection collective obligatoire des vignes dans les zones délimitées ; avec pour la Bourgogne l'ajout d'une nouvelle obligation pour un domaine de prospecter dans toutes les communes où il exploite plus d'1ha de vigne et de participer au prorata des surfaces de vigne ;
- L'obligation de traiter les vignes contre la cicadelle vectrice de la maladie (*Scaphoideus titanus*) dans les secteurs définis par l'analyse de risque du SRAI. Le nombre de traitements varie de 1 à 3 traitements larvicides. Pour le secteur du sud de la Saône-et-Loire la dégradation sanitaire du vignoble impose le renforcement de la lutte avec un traitement sur les cicadelles adultes en viticulture conventionnelle. A la demande de certaines Organisations de Défense et Gestion des expérimentations de lutte reposant exclusivement sur des mesures prophylactiques peuvent être envisagées en fonction des situations sanitaire des zones contaminées.
- L'arrachage, avant le 31 mars 2024 :
 - o Dans les zones délimitées de tous les ceps exprimant des symptômes de jaunisse et marqués lors des prospections collectives
 - o Les tous les ceps des parcelles contaminées à plus de 20% en 2023 ou sur les 3 dernières années.

Questions :

- Pourquoi les viticulteurs n'éliminent-ils pas systématiquement tous les ceps exprimant des symptômes de jaunisse à phytoplasme ? Il faut noter que la majorité des viticulteurs arrachent les ceps qui ont été marqués pendant les prospections collectives. En général, il ne reste que quelques ceps oubliés dans les parcelles contaminées par la flavescence dorée. Le problème majeur est que la maladie du bois noir ne s'exprime pas toutes les années ; ce qui permet parfois de récolter des raisins l'année suivante sur un cep contaminé par du bois noir l'année précédente. Les viticulteurs sont donc réticents à arracher les ceps contaminés par le bois noir.
- Quand apparaissent les symptômes de flavescence dorée ? En général, les symptômes apparaissent l'année suivant la contamination. Mais ils peuvent ne s'exprimer que 2 années après l'infection.
- Quelle est l'origine des formes non épidémiques de la flavescence dorée (FD3 et PGY) ? Elles proviennent du compartiment sauvage, notamment des aulnes et des clématites qui poussent à proximité des parcelles de vigne.

- **Présentation des bilans 2022 des différentes éditions des bulletins de santé du végétal**

Les rédacteurs des différentes éditions de Bulletins de Santé du Végétal (BSV) présentent la situation sanitaire des différentes productions végétales suivies et les faits marquants de la campagne 2021 -

2022. Globalement, les organismes nuisibles ont été peu agressifs. Les fortes chaleurs estivales et le déficit hydriques ont eu plus d'impact sur les rendements et la qualité des productions végétales que les problèmes sanitaires. L'organisation des différents BSV est bien rodée depuis plusieurs années.

| Filière | Nombre de bulletin | Animateur de la filière |
|-------------------------|--------------------|-------------------------------|
| Grandes cultures | 38 | Emeric Courbet (CA70) |
| Vigne | 13 | Pierre Petitot (CA21) |
| Cultures légumières | 10 | Inès Mahé (CRA BFC) |
| Cassis | 9 | Rebecca Perraud (CA21) |
| Horticulture pépinières | 18 | Johanna Couraudon (ASTREDHOR) |
| JEVI | 7 | Loïc Mocellin (FREDON BFC) |
| Prairies | 5 | Julie Montaz (FREDON BFC) |

• Présentation du budget d'épidéiosurveillance 2023

Amarane Chabane-Chaouche de la chambre régionale d'agriculture présente les nouvelles modalités de répartition de l'enveloppe 2023 entre les différents bulletins de santé du végétal.

La Direction Générale de l'Alimentation demande aux régions de privilégier le financement des bulletins de santé végétale consacrés aux productions végétales les plus consommatrices de produits phytosanitaires et aux enjeux régionaux. Elle propose d'appuyer l'affectation des crédits en fonction d'une liste nationale de couples parasite/hôte :

| Cultures BFC | Liste Nationale |
|-----------------|------------------------|
| Vigne | Oui |
| Cassis | Non |
| Colza | Oui |
| POIS H | Oui |
| POIS P | Oui |
| Tournesol | Oui |
| Soja | Non |
| Blé tendre | Oui |
| Orge-Escourgeon | Oui |
| Orge printemps | Oui |
| Maïs | Oui |
| Pomme de terre | Oui |
| Oignon | Oui |
| Tomate | Oui |
| Aubergine | Oui |
| Concombre | Oui |
| PRAIRIES | Non |
| HORTICULTURE | Chrysanthème et Viorne |
| Paysage | Non |

- Budget national : 6,5 millions d'euros ;
- Budget BFC : 408 824 euros ; soit une baisse de 45 425 euros / 2022 ;
 - Socle historique : 321 935 euros ;
 - Liste nationale : 50 615 euros ;
 - Enjeux phytosanitaires locaux : 36 274 euros ;

Il présente 3 scénarii de répartition de l'enveloppe 2023 :

- Premier scénario : une baisse de 10,32% pour toutes les filières :

| Filière | Subvention 2021 | Taux Baisse 2022 | Subvention 2022 (provisoire) | Taux Baisse 2023 | Subvention 2023 (prévisionnelle) | Montant Baisse 2023 |
|---------------------|---------------------|------------------|------------------------------|------------------|----------------------------------|---------------------|
| GC | 217 304,91 € | 6,11% | 204 027,58 € | 10,32% | 182 964,34 € | 21 063,24 € |
| Vigne | 124 188,23 € | 6,11% | 116 600,33 € | 10,32% | 104 562,83 € | 12 037,49 € |
| Légumes | 26 227,93 € | 0,00% | 26 227,93 € | 10,32% | 23 520,23 € | 2 707,70 € |
| Cassis | 15 429,59 € | 0,00% | 15 429,59 € | 10,32% | 13 836,68 € | 1 592,91 € |
| Horticulture | 24 201,01 € | 0,00% | 24 201,01 € | 10,32% | 21 702,57 € | 2 498,45 € |
| Paysage | 13 217,33 € | 6,11% | 12 409,75 € | 10,32% | 11 128,60 € | 1 281,15 € |
| Prairies | 18 099,00 € | 30,04% | 12 662,06 € | 10,32% | 11 354,86 € | 1 307,20 € |
| Interfilière | 29 984,00 € | 5,12% | 28 447,75 € | 10,32% | 25 510,88 € | 2 936,87 € |
| Total | 468 652,00 € | | 440 006,00 € | | 394 581,00 € | 45 425,00 € |

- Deuxième scénario :

- Un transfert du financement du BSV prairies des crédits de l'OFB sur le Budget Opérationnel de Programme de la sécurité sanitaire (BOP 206) ;
- L'arrêt du BSV Jardins Espaces Verts et Infrastructures :

| Filière | Subvention 2021 | Taux Baisse 2022 | Subvention 2022 (provisoire) | Taux Baisse 2023 | Subvention 2023 (prévisionnelle) | Montant Baisse 2023 |
|---------------------|---------------------|------------------|------------------------------|------------------|----------------------------------|---------------------|
| GC | 217 304,91 € | 6,11% | 204 027,58 € | 4,91% | 194 019,70 € | 10 007,88 € |
| Vigne | 124 188,23 € | 6,11% | 116 600,33 € | 4,91% | 110 880,89 € | 5 719,43 € |
| Légumes | 26 227,93 € | 0,00% | 26 227,93 € | 4,91% | 24 941,41 € | 1 286,52 € |
| Cassis | 15 429,59 € | 0,00% | 15 429,59 € | 4,91% | 14 672,74 € | 756,85 € |
| Horticulture | 24 201,01 € | 0,00% | 24 201,01 € | 4,91% | 23 013,91 € | 1 187,10 € |
| Paysage | 13 217,33 € | 6,11% | 12 409,75 € | 100,00% | 0,00 € | 12 409,75 € |
| Prairies | 18 099,00 € | 30,04% | 12 662,06 € | 100,00% | 0,00 € | 12 662,06 € |
| Interfilière | 29 984,00 € | 5,12% | 28 447,75 € | 4,91% | 27 052,34 € | 1 395,41 € |
| Total | 468 652,00 € | | 440 006,00 € | | 394 581,00 € | 45 425,00 € |

- Le troisième scénario :

- Un transfert du financement du BSV prairies des crédits de l'OFB sur le Budget Opérationnel de Programme de la sécurité sanitaire (BOP 206) ;
- L'arrêt du BSV Jardins Espaces Verts et Infrastructures ;
- L'application de la baisse sur l'indemnisation des observations :

| Filière | Subvention Observations 2021 | Taux de baisse 2022 | Subvention Observations 2022 | Taux de baisse 2023 | Subvention Observations 2023 | Montant baisse 2023 |
|---------------------|------------------------------|---------------------|------------------------------|---------------------|------------------------------|---------------------|
| GC | 95 635,03 € | 14,18% | 82 073,98 € | 12,19% | 72 066,10 € | 10 007,88 € |
| Vigne | 58 255,81 € | 13,42% | 50 437,88 € | 11,34% | 44 718,44 € | 5 719,43 € |
| Légumes | 8 229,37 € | 0,00% | 8 229,37 € | 15,63% | 6 942,85 € | 1 286,52 € |
| Cassis | 4 040,78 € | 0,00% | 4 040,78 € | 18,73% | 3 283,93 € | 756,85 € |
| Horticulture | 5 700,19 € | 0,00% | 5 700,19 € | 20,83% | 4 513,09 € | 1 187,10 € |
| Total | 171 861,18 € | | 150 482,20 € | | 131 524,42 € | 18 957,78 € |

Les deuxième et le troisième scénarii apparaissent plus conformes aux consignes nationales de la DGAI qui demande de privilégier le financement des éditions des productions végétales les plus consommatrices de produits phytosanitaires. Mais, il entre en contradiction avec la demande de la DGAI d'une meilleure prise en compte de la surveillance des organismes réglementés et émergents.

- **Présentation pour avis de la nouvelle version du Plan d'Action Régional (PAR) campagnols**

Geoffroy Couval de la FREDON Bourgogne – Franche-Comté présente la déclinaison régionale du plan d'actions :

L'article 4 de l'arrêté du 14 mai 2014 relatif au contrôle des populations de campagnols nuisibles aux cultures ainsi qu'aux conditions d'emploi des produits phytopharmaceutiques contenant de la bromadiolone indique que les modalités d'organisation de la surveillance et de la lutte sont formalisées dans un plan d'actions établi par l'organisme à vocation sanitaire reconnu dans la région pour le domaine végétal et transmis au préfet de région.

Bien que la bromadiolone ne soit plus commercialisée, l'arrêté du 14 mai n'a pas été abrogé et les autres obligations qu'il définites sont toujours en vigueur. L'arrêt de l'utilisation de la bromadiolone impose la mise à jour du plan d'actions régional pour supprimer toutes les dispositions relatives à cette matière active.

Le PAR campagnols est structuré en différentes actions :

- Coordonner les actions définies dans le PAR
- Détecter, observer, surveiller les populations de campagnols
- Communiquer et informer sur les actions entreprises sur le territoire et définies dans le PAR
- Former les acteurs concernés
- Expertiser, conseiller et animer la lutte
- Valider et contrôler les mesures de lutte
- Evaluer et faire le bilan des actions entreprises
- Protéger l'environnement
- Raisonner la lutte contre les campagnols déprédateurs des cultures.